

En collaboration avec:

 Cities Alliance
Cities Without Slums

Expérience d'apprentissage en direct: *Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie de COVID-19*

Faire face au COVID-19 dans les contextes d'informalité

Rapport et note d'apprentissage
29 avril 2020



Pour plus d'informations, veuillez
contacter : policy@uclg.org



Lancées conjointement par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat le 25 mars 2020, les **Expériences d'apprentissage en direct #BeyondTheOutbreak** visent à rassembler les gouvernements locaux et régionaux, leurs associations, et organisations partenaires pour permettre et promouvoir des échanges significatifs face à la crise de COVID-19, tout en maintenant un fonctionnement ordonné des services publics dans leurs villes et territoires. Suivant une consultation initiale au cours de la session d'inauguration, la huitième session thématique de cette série (le 29 avril), en collaboration avec **Cities Alliance**, a été consacrée à explorer **comment les gouvernements locaux et régionaux abordent la crise de COVID-19 et ses effets dans les contextes d'informalité.**

Plus de 200 participant.e.s ont suivi la session, incluant les interventions des maire.sse.s de Banjul, Freetown, et Subang Java, le Secrétaire du gouvernement de Cali, et le vice-ministre du logement et des établissements humains du Costa Rica. La session a également compté sur des partenaires comme Akiba Mashinani Trust, Habitat pour l'humanité, la Coalition Internationale de l'Habitat, REFELA Ghana, WIEGO, la Banque Mondiale, ainsi que des représentant.e.s du secteur privé, de l'Académie et la Global TaskForce des gouvernements locaux et régionaux.

Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont les premiers à répondre à la crise et jouent un rôle essentiel pour assurer la protection des droits pour tous par la fourniture de services publics locaux. Ils sont essentiels pour garantir que les services publics essentiels se maintiennent à un niveau adapté et que les travailleurs formels comme informels puissent poursuivre leurs activités malgré les fortes restrictions actuelles, empêchant ainsi que les travailleurs informels, particulièrement les femmes, de tomber dans la pauvreté et se retrouver en situation d'encore plus grande vulnérabilité.

En 2020, est estimé qu'approximativement un quart de la population mondiale urbaine, soit environ un milliard de personnes, vit dans un habitat informel. Ces établissements informels sont habités en grande partie par la population urbaine la plus pauvre, nombreux étant des travailleurs essentiels au fonctionnement quotidien des villes. Est également évalué que 61% de tous les travailleurs du monde entier sont employés de manière informelle : deux milliards de femmes et d'hommes dans le monde sont privés de protection de travail et de conditions de travail décentes, nombreux sont ceux qui dépendent des flux de revenus journaliers issus d'activités économiques informelles qui ne peuvent être effectuées à distance. A mesure que le COVID-19 s'étend et atteint ces populations plus vulnérables, sont exacerbées leurs vulnérabilités dans des domaines sensibles tel que l'accès aux services de base en raison de conditions de logement préexistantes inadaptées, une insécurité alimentaire accrue ainsi que l'accès limité aux services de santé formels et sources de revenus.

La gestion de l'épidémie de COVID-19 dans les contextes d'informalité est un défi de grande complexité, la plupart des réponses et des politiques adoptées pour freiner la propagation du virus dans des contextes formels n'étant pas applicables dans les contextes d'informalité. Une question clé est de savoir comment garantir la réalisation du droit à la ville des





type de politique la plus largement appliquée. De l'autre côté du spectre se trouve l'incorporation d'une approche spécifique des genres dans les réponses à la crise, que les participant.e.s ont défini comme la mesure la moins appliquée. Une question de suivi a ensuite été posée, demandant aux participant.e.s d'identifier ce qui serait nécessaire pour que ces initiatives de protection soient largement mises en œuvre et consolidées. Les réponses ont donné de la visibilité à bon nombre des questions qui ressortent fortement de la session, notamment l'importance du principe de subsidiarité, l'accès à la terre, l'approvisionnement alimentaire et de services, la collaboration entre tous les acteurs et la reconnaissance des réponses dirigées par la communauté.

Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle majeur pour faire face aux contextes d'informalité face à la pandémie pendant et post-COVID-19

Compte tenu des importantes restrictions de mobilité des personnes, du fonctionnement des services et des règles de distanciation physique dues à la pandémie actuelle, la session avait pour objectif d'identifier comment la pandémie COVID-19 affecte les personnes travaillant dans l'informalité et dans l'économie informelle en général. Des questions difficiles ont été soulevées telles que : comment demander aux habitants informels de se mettre en quarantaine lorsqu'ils sont confrontés à des expulsions et/ou dépendent de sources de revenus quotidiennes d'activités économiques qui ne peuvent pas être menées à distance et dont la demande a considérablement diminué? Comment garantir les moyens de subsistance des citoyens vivant dans l'habitat informel et quelles mesures peuvent être prises à cet égard? Comment les systèmes informels de collecte des déchets et autres services publics essentiels aux opérations de la ville peuvent-ils rester actifs sans empêcher la propagation du virus? Enfin, concernant la question de l'égalité des genres, les intervenants ont relevé la question de savoir comment faire en sorte que les défis qui affectent l'économie informelle ne surchargent pas plus les femmes et exacerbent l'écart entre les genres.

Les gouvernements locaux et régionaux comme acteurs essentiels pour garantir la protection des personnes qui vivent et travaillent dans des contextes d'informalité face à la pandémie

Alors que les mesures de confinement, la distanciation physique et la promotion d'hygiène des mains ont été les principales stratégies dans de nombreux pays, les participant.e.s ont souligné que ces mesures ne sont pas réalistes dans des contextes informels, avec des installations humaines denses, des travailleurs qui dépendent du revenu quotidien et sans possibilité de travailler à domicile ainsi qu'un accès limité aux services de base. Dans de tels contextes, comme l'a souligné le vice-ministre du Costa Rica, les gouvernements locaux sont mieux placés pour mettre en œuvre des mesures de sensibilisation adaptées à la réalité locale. Des villes du monde entier s'efforcent de combler l'écart entre ces protocoles et la réalité, et de garantir l'accès aux services de base, en particulier à l'eau, dans des contextes informels.





Les participantes, comme Yvonne Aki-Sawyer et Rohey Malick Lowe, mairesses de Freetown y Banjul, ainsi que Jesús González, Secrétaire au gouvernement de Santiago de Cali, ont également souligné combien il est crucial de **s'impliquer directement auprès des communautés locales** dès les premiers stades de la prévention et de la réponse à l'épidémie. La mairesse de Freetown, par exemple, a expliqué comment la réponse actuelle de la ville au COVID-19 était basée sur la stratégie développée pour répondre à Ebola, basée sur la définition d'une structure de gestion précise au niveau local qui permet les flux d'informations clairs et encourager l'appropriation communautaire. La mairesse a souligné l'importance de la sensibilisation communautaire pour atteindre les trois objectifs de la stratégie, à savoir: isoler, suivre et contrôler la propagation du virus. "Interagir avec les groupes communautaires spécifiques au secteur, les personnes handicapées, les survivants d'Ebola. Nous travaillons avec tous pour atteindre les communautés les plus fragiles, puis chaque communauté." Des expériences similaires ont été présentées par la mairesse de Banjul et par le Secrétaire du gouvernement de Cali, qui ont également souligné qu'une communication adaptée avec les communautés améliore la coresponsabilité, ce qui est une dimension particulièrement importante pour répondre à la pandémie dans les contextes d'informalité confrontés aux défis de l'assainissement.

Ces villes ont également travaillé directement avec la communauté pour **fournir l'accès à l'eau** et distribuer des masques, des gants ainsi que l'approvisionnement de produit basique de désinfection. Le Secrétaire du gouvernement de Cali, par exemple, a partagé l'expérience positive de la ville en fournissant des aliments et matériaux de santé, comme masques et gants, directement aux communautés et en leur confiant les tâches de distribution, ce qui s'est traduit par une plus grande efficacité. La mairesse de Freetown a expliqué comment le gouvernement municipal saisit l'opportunité d'aller au-delà des solutions temporaires, dans le but de renforcer également la résilience d'habitats informels en mettant en œuvre des systèmes de collecte des eaux de pluie, des systèmes de filtrage décentralisés des affluents et l'agriculture urbaine dans ces communautés. **Assurer l'approvisionnement alimentaire** a été une ligne d'action clé dans de nombreuses villes. Les gouvernements de Cali et Freetown ont travaillé avec la communauté pour promouvoir les cuisines communautaires et la solidarité alimentaire. Noraini Roslan, mairesse de Subang Jaya, a expliqué comment le gouvernement local coordonne les dons et les livraisons de nourriture, s'efforce de désinfecter les marchés et veille à ce que les manipulateurs d'aliments, y compris les entreprises non enregistrées et domiciliées, puissent prendre des mesures d'hygiène. Ceci est également fait par la ville de Banjul et est promu par les membres de REFELA en Afrique, avec un accent particulier sur l'adoption d'une approche des genres humains, reconnaissant la forte représentation et la dépendance des femmes dans l'économie informelle.

Le COVID-19 et l'économie informelle

Au cours de la session, plusieurs intervenants ont parlé de la **suspension des expulsions et de l'accès au financement**, soulignant l'importance de stopper les expulsions dans les établissements informels afin que les citoyens puissent protéger leur santé et protéger leurs droits humains, ainsi que pour garantir qu'ils soient totalement protégés pendant les périodes difficiles du confinement. En ce sens, les participants, dont Patricio Morera, vice-





ministre du logement et des établissements humains du Costa Rica, ont souligné que les gouvernements nationaux devraient se concentrer en particulier sur les zones où vivent les populations les plus vulnérables, y compris les personnes vivant dans des établissements informels et collaborer avec tous les niveaux de gouvernement pour garantir de manière adaptée la suspension des expulsions. Filiep Decorte, chef du développement des programmes à ONU-Habitat, a également clairement indiqué que pour atténuer pleinement les effets négatifs de COVID-19 aux plus vulnérables, l'accès aux ressources pour les gouvernements locaux et régionaux sera essentiel.

D'autres mesures économiques importantes ont été soulignées comme prioritaires pour les gouvernements locaux et régionaux incluent la mise en œuvre de **moratoires sur le paiement de la dette** pour les prêts, des mesures de soutien du revenu pour les citoyens nécessiteux, des mécanismes de protection et la sécurité économique pour les travailleurs dans l'économie informelle, entre autres. À cette fin, Noraini Roslan, mairesse de Subang Jaya, a mentionné les effets positifs importants que les moratoires sur le paiement de la dette peuvent avoir sur les citoyens vivant sous pression financière, car des fonds supplémentaires disponibles peuvent servir de filet de sécurité face à l'urgence. Rohey Malick Lowe, mairesse de Banjul, a également souligné que des mesures doivent être prises pour protéger les travailleurs informels, car tomber malade signifie être incapable de gagner un revenu.

L'importance de la protection des femmes et des travailleurs dans l'économie informelle a également été un thème soulevé lors de la réunion, soulignant l'importance que les travailleurs de l'économie informelle jouent dans la société, y compris, entre autres, leur contribution à la gestion des déchets, qui bien souvent est effectuée gratuitement. À cet égard, Caroline Skinner, directrice de la recherche urbaine chez WIEGO, a souligné que là où les travailleurs informels collectent des déchets, les institutions gouvernementales locales devraient contribuer à débloquer l'économie informelle chaque fois que des mesures de sécurité sont nécessaires pour que les travailleurs puissent entreprendre les activités requises. En outre, Adriana Allen, présidente de la Coalition Internationale pour l'Habitat, a souligné que nous devons travailler dur pour garantir que les personnes qui vivent et travaillent dans des environnements informels participent activement à la société. Hajia Mariam Iddrisu, présidente de REFELA Ghana, a souligné que lors de la mise en œuvre de mesures économiques et de sécurité pour les citoyens, nous devons prendre en compte le nombre disproportionné de femmes dans diverses parties du monde participant à l'économie informelle.

En général, il a été clairement indiqué que **les environnements politiques qui permettent une action locale** sont essentiels pour exploiter le potentiel du niveau local à devenir une première ligne de défense contre le virus, ainsi que pour faire avancer le droit de la population à la ville. Ces environnements doivent donner accès aux GLR à des ressources suffisantes pour mettre en œuvre les mesures économiques nécessaires, assurer une coopération à plusieurs niveaux et fournir un cadre pour protéger les travailleurs de l'économie informelle tout en permettant aux GLR de progresser dans la promotion de l'égalité des genres.





La reconnaissance adaptée des contextes d’informalité et les initiatives dirigées par la communauté locale comme conditions nécessaires pour que les réponses de COVID-19 soient efficaces

Tout au long de la session, l'une des dimensions de la lutte contre la pandémie dans les contextes informels qui a été le plus mise en avant par les participant.e.s a été l'urgence d'aborder la crise en **étroite collaboration avec les communautés locales**. Comme l'ont rappelé les partenaires d'Habitat pour l'humanité, l'axe du Town Hall public lancé à Durban a exigé un changement dans la narration relative à l'informalité et qui est maintenant plus urgente que jamais. À cet égard, et comme le reflète le document politique final, "Comment faire face à l'informalité dans les villes", il est nécessaire d'adopter un discours plus large sur les informalités qui repose, avant tout, sur une reconnaissance, un soutien et une inclusion adéquats des communautés qui vivent et travaillent dans des contextes d'informalités en tant que parties intégrantes des villes.

En ce sens, un aspect fondamental qui a été souligné à la fois dans le document et dans les contributions des participant.e.s a été la nécessité d'inclure toutes les parties intéressées-y compris les organisations publiques, privées et, en particulier, communautaires-dans les alliances pour promouvoir une **approche globale du développement** urbain qui reconnaît de manière adéquate les contextes d'informalités et favorise la cohérence des politiques. En outre, comme l'a souligné le Secrétaire général de CGLU Afrique, il faut des partenariats qui fonctionnent non seulement pour les «vainqueurs», mais qui reposent sur l'équivalence entre toutes les parties pour déclencher un véritable changement. D'autres participant.e.s, comme le directeur exécutif du fond Akiba Mashinani Trust, ont mis en évidence des exemples de partenariats réussis basés sur la collaboration entre le gouvernement de la ville, le secteur privé, les ONG et la communauté locale, et qui ont effectivement abouti à l'élaboration de plans spéciaux qui ont contribué à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement au niveau de chaque parcelle - et que le gouvernement national souhaite désormais implanter dans tout le pays. Cependant, des participant.e.s comme la mairesse de Freetown ont souligné les problèmes qui avaient surgi lors des efforts de coordination antérieurs avec le gouvernement national, comme le fait que les gouvernements locaux soient privés d'informations et de ressources.

Un autre point clé soulevé par les participant.e.s a été la nécessité de **reconnaître en tant que telle les propres initiatives des communautés** et de créer des environnements propices permettant le développement d'actions de base.

Caroline Skinner, directrice de la recherche urbaine à WIEGO, et Barbara Lipietz, professeure agrégée à la Bartlett School of Development Planning de l'University College de Londres, ont souligné la façon dont les communautés élaborent des réponses ciblées suivant les lieux, devant être reconnues et encouragées. Elles ont souligné qu'une dimension clé dans laquelle une telle reconnaissance doit se produire est la production et la collecte de données géostratégiques pilotées par les communautés. Comme l'a dit Adriana Allen, présidente de la Coalition Internationale pour l'Habitat, "pour mettre en œuvre la redistribution des ressources qui doit appuyer le changement structurel, nous devons nous demander dans quelle mesure nous savons et reconnaissons comme légitimes les données générées quotidiennement dans des contextes d'informalité". En mettant cette idée en





pratique, Patricio Morera, vice-ministre du Ministère du logement et des établissements humains du Costa Rica, a illustré avec l'expérience du pays à quel point il est essentiel de prioriser la géostatistique au niveau local pour guider les plans d'actions nationaux à partir du niveau local.

Leçons retenues et messages clés

1. Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle fondamental dans la protection de l'ensemble de la population face au COVID-19: ils garantissent la prestation de services de base et soutiennent les moyens d'existence dans les contextes d'informalité

Comme l'a souligné la majorité des participant.e.s à la session, y compris la Directrice exécutive d'ONU-Habitat, les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle clé pour garantir la sécurité des travailleurs, fournir des informations et des conseils clairs ainsi que collaborer avec les dirigeant.e.s communautaires pour asseoir les bases d'une réponse inclusive à la pandémie. Les participant.e.s ont échangé les expériences des gouvernements locaux; premiers à réagir à l'épidémie, travaillant à assurer la surveillance et l'assainissement des espaces publics, distribuant des équipements sanitaires de protection individuelle et de la nourriture aux communautés vivant dans des quartiers informels. L'échange a également permis de réfléchir à la manière dont les gouvernements locaux et régionaux s'efforcent de suspendre les expulsions dans les établissements informels, en appliquant des moratoires sur la dette, des mesures de soutien du revenu et des filets de sécurité aux populations vulnérables qui vivent et travaillent dans des environnements informels, souvent en collaboration avec des niveaux supérieurs de gouvernement. Dans ce sens, les participant.e.s ont demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'importance de mettre en place des réseaux de sécurité qui reconnaissent les différentes couches d'inégalité affectant chaque citoyen.ne, soulignant en particulier la nécessité de soutenir les femmes surreprésentées dans les contextes d'informalité et dans les tâches de soins et, par conséquent, sont notoirement exposées à tous les risques.

2. Il est essentiel d'élaborer des cadres d'accords entre toutes les sphères du gouvernement et toutes les parties concernées pour assurer une cohérence des politiques dans la réponse à la crise et au-delà

"Nous avons besoin de tout le monde à bord" fut un sentiment partagé par les participant.e.s tout au long de la session. Les maires et les mairesses du monde entier ont partagé les initiatives entreprises en collaboration avec les gouvernements nationaux, allant des mesures de soutien économique pour les citoyens travaillant dans l'économie informelle aux initiatives de réponse à la crise basées sur l'alignement des plans de réponses locales avec leurs homologues nationaux, entre autres. Les participant.e.s du secteur privé ont également mis en exergue des exemples d'initiatives de collaboration fructueuses basées sur la création de coalitions qui incluent toutes les parties intéressées, afin d'assurer la prestation de services de base à toutes les populations.





Cependant, un aspect fondamental à prendre en compte relevé pendant la session est de savoir comment, pour établir des accords de collaboration dignes et donc efficaces, il est nécessaire d'avoir des environnements réglementaires qui permettent une action locale et garantissent une coopération multi niveau et cohérence des politiques. Il y a un besoin d'environnements réglementaires nationaux qui fournissent aux GLR des ressources suffisantes et une autorité budgétaire, fournissant ainsi un environnement favorable qui permet effectivement aux GLR d'être une première ligne de défense solide contre le virus. De même, les GLR sont chargées de créer des conditions tout aussi propices à la reconnaissance et au soutien de l'action de base des communautés afin d'améliorer véritablement l'efficacité des réponses à la crise, ainsi que de promouvoir le droit de toutes les populations à la ville.

3. La participation des communautés locales dès les premiers stades augmente l'efficacité des réponses à la pandémie: diffusion de l'information parmi les communautés locales et les flux de communication appropriés comme piliers

Comme l'illustrent les expériences partagées par les participant.e.s, les GLR élaborent des stratégies aussi bien préventives comme en réponse à la crise, comme de planification pour mieux reconstruire après. De nombreux/ses participant.e.s ont souligné l'importance de mettre en place des stratégies de prévention pour freiner la propagation du virus dans les contextes d'informalité, et ont également expliqué qu'un facteur déterminant clé du succès était de toucher précisément les communautés locales et de s'assurer qu'elles reçoivent des flux d'informations clairs.

En termes de réponse à la crise sur le terrain, beaucoup d'exemples ont été partagés sur la manière dont les GLR collaborent directement avec les communautés locales pour, par exemple, distribuer des vivres et matériels sanitaires aussi efficacement que possible. En outre, les GLR nettoient périodiquement les espaces publics où se déroulent des activités économiques informelles ou garantissent des moyens de mobilité sûrs pour que les populations atteignent où elles exercent leurs activités de subsistance - initiatives qui sont souvent menées par les habitants de établissements informels. En outre, les GLR nettoient également périodiquement les espaces publics où se déroulent des activités économiques informelles ou garantissent des moyens de mobilité sûrs pour que les populations arrivent là où elles exercent leurs activités de subsistance - initiatives qui sont souvent menées par les habitants des établissements informels. De plus, il a été souligné que la reconnaissance de la légitimité des données générées et collectées dans les propres contextes d'informalité était également essentielle pour répondre à la crise actuelle, ainsi que pour planifier dans le temps et déclencher un changement structurel vers des villes et des territoires plus équitables et plus égalitaires puisque la capacité de cartographier les besoins des populations sur le terrain et les ressources disponibles est essentielle afin de déterminer les mesures d'intervention les plus efficaces ainsi les stratégies de communication correspondantes, aussi bien pendant qu'après la crise de la pandémie.

En résumé, dans les échanges tenus tout au long de la session, a été souligné qu'il était fondamental pour les GLR de collaborer coude à coude avec les communautés locales dans





des contextes informels, car leurs connaissances et leurs capacités sont essentielles pour répondre à la crise qui s'ajuste vraiment à la réalité de chaque contexte d'informalité. Ainsi, l'instauration de la confiance entre les gouvernements locaux et régionaux et les communautés locales a été considérée comme un facteur décisif pour faire face à cette crise et se préparer à celles à venir.

4. Reconnaître correctement les contextes d'informalité comme partie intégrante de nos villes est non seulement la clé du développement de réponses efficaces au COVID-19, mais aussi une condition nécessaire pour déclencher le changement structurel

Les participant.e.s ont soulevé comme pierre angulaire du débat la juste reconnaissance d'un habitat informel et de l'économie informelle en tant que parties intégrantes de nos villes et territoires. Laisser de côté un milliard de personnes vivant dans des quartiers informels et 2 milliards de personnes travaillant dans le secteur informel n'est pas une option si nous voulons lutter efficacement contre cette crise et accroître notre résilience à celles à venir. Les participant.e.s ont partagé comment, pour que cette reconnaissance se déroule de manière adéquate, il est nécessaire de reconnaître l'interdépendance entre les systèmes formels et informels, en adoptant une approche holistique qui prend en compte toutes les dimensions de l'informalité, que ce soit le logement, le transport, la gestion des déchets et les droits de propriété informels, entre autres. Ils ont également souligné l'importance de s'attaquer à la redistribution des ressources qui soutient la dynamique actuelle qui perpétue les inégalités. Pour se faire, les participant.e.s ont souligné la nécessité de veiller à ce que la représentation organisée des communautés soit institutionnellement reconnue et à ce qu'elles bénéficient d'une place permanente à la table des décisions. Cependant, il a également été signalé qu'aucun niveau de gouvernement ne peut le faire seul et que la coopération multi-niveau sera donc décisive pour répondre à la crise actuelle et déclencher le changement structurel nécessaire pour construire des sociétés plus équitables au-delà la crise actuelle.





Ressources

Les présentations réalisées par les participant.e.s durant cette expérience d'apprentissage en direct sont disponibles [ici](#). La plateforme [Cities for Global Health](#), facilitée par Metropolis, est un référentiel dynamique des initiatives prises par les GLR pour faire face à la crise de COVID-19. Pour plus d'informations, consultez les ressources relatives partagées pendant la session et référencées ci-après:

- Décalogue pour l'ère post-COVID-19 - [English](#) / [Español](#) / [Français](#)
- Cadre des Nations unies pour la réponse socio-économique immédiate au COVID-19 - [English](#)
- Actualités de Cities Alliance - [English](#)
- Le COVID-19, les travailleuse.eur.s de l'informel et le travail de WIEGO pendant cette crise - [English](#) / [Español](#) / [Français](#)
- African Centre for Cities, University of Cape Town - [English](#)
- Le "Protocole pour les établissements informels avant le COVID-19" de Costa Rica - [Español](#)
- Coalition Internationale de l'Habitat: HIC exige la justice sociale face à la crise COVID-19 - [English](#) / [Español](#) / [Français](#)

